

AVIS/COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

Avis relatif à la mise en application

Décision

19-0056

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec les personnes-ressources ci-dessous.

Mise en application :

Médias :

Charles Corlett
Directeur du contentieux de la mise en application
416 646-7253
ccorlett@iroc.ca

Andrea Zviedris
Chef des relations avec les médias
416 943-6906
azviedris@iroc.ca

L'OCRCVM suspend William Alan Heakes, ex-conseiller en placement de Toronto, et lui impose une amende

Le 1^{er} avril 2019 (Toronto, Ontario) – Le 20 mars 2019, une formation d'instruction de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) a accepté l'entente de règlement, comprenant des sanctions, conclue entre le personnel de l'OCRCVM et William Alan Heakes.

M. Heakes a admis que, de janvier 2011 à juillet 2015, il a manqué à son obligation de s'assurer que les recommandations qu'il faisait à certains clients leur convenaient, en contravention du paragraphe 1(q) de la Règle 1300 des courtiers membres. À cause de ce manquement, les clients ont subi des pertes importantes de plus de 800 000 \$.

Aux termes de l'entente de règlement, M. Heakes a accepté les sanctions suivantes :

- (a) une amende de 20 000 \$;
- (b) une suspension de l'autorisation à un titre quelconque pour une période de deux ans;
- (c) l'obligation de reprendre et de réussir le Cours relatif au Manuel sur les normes de conduite dans les trois mois suivant sa réinscription.

M. Heakes a aussi accepté de payer une somme de 2 500 \$ au titre des frais.

On peut consulter l'entente de règlement à

http://www.ocrcvm.ca/documents/2019/b838e767-a21f-49de-90fb-78f0914e4575_fr.pdf



La décision de la formation d’instruction sera communiquée au public à l’adresse www.ocrcvm.ca.

L’OCRCVM a officiellement ouvert l’enquête sur la conduite de M. Heakes en janvier 2016. La contravention a été commise pendant que M. Heakes était représentant inscrit à la succursale de Mississauga de Corporation Mackie Recherche Capital, société réglementée par l’OCRCVM. M. Heakes n’est plus inscrit auprès d’une société réglementée par l’OCRCVM.

Les documents concernant les procédures disciplinaires en cours de l’OCRCVM – y compris les décisions et les motifs des formations d’instruction – sont affichés sur le site Internet de l’OCRCVM dès qu’ils sont accessibles. Il suffit de cliquer [ici](#) pour chercher et consulter n’importe quel document de l’OCRCVM relatif aux affaires disciplinaires.

* * *

L’OCRCVM est l’organisme d’autoréglementation national qui surveille l’ensemble des courtiers en placement et toutes les opérations que ceux-ci effectuent sur les marchés des titres de capitaux propres et des titres de créance au Canada. L’OCRCVM établit la réglementation en matière de commerce des valeurs mobilières, veille à la protection des investisseurs et renforce l’intégrité des marchés tout en favorisant des marchés financiers sains au Canada. Il s’acquitte de ses responsabilités de réglementation en établissant et en faisant appliquer des règles qui régissent la compétence, les activités et la conduite financière de plus de 170 courtiers en placement canadiens et des quelque 29 000 employés inscrits qui y travaillent, dont la plupart sont communément appelés conseillers en placement. L’OCRCVM établit et fait appliquer également des règles d’intégrité du marché qui régissent les opérations effectuées sur les marchés canadiens des titres de capitaux propres et des titres de créance.

L’OCRCVM enquête sur les fautes possibles de ses sociétés membres ou des personnes physiques inscrites auprès de lui. Il peut tenter des procédures disciplinaires pouvant mener à des sanctions telles que des amendes, des suspensions, l’interdiction permanente d’inscription, l’expulsion d’un courtier membre ou la révocation des droits et des privilèges rattachés à l’inscription ou à la qualité de courtier membre.

Toute l’information au sujet des procédures disciplinaires concernant les sociétés membres actuelles et anciennes se trouve à la section [Mise en application](#) du site Internet de l’OCRCVM. On peut obtenir gratuitement des renseignements sur les compétences et les antécédents disciplinaires, le cas échéant, des conseillers employés dans des sociétés réglementées par l’OCRCVM grâce au service [Info-conseiller de l’OCRCVM](#). Pour savoir comment porter plainte au sujet d’un courtier en placement, d’un conseiller ou d’un marché, il suffit de composer le 1 877 442-4322.